

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Jeudi 22 Janvier 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Le communiqué du Conseil des ministres

Le Conseil des Ministres s'est tenu le mercredi 21 janvier 2026, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République. AU TITRE DE LA COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Chef de l'Etat a fait une communication portant sur les points suivants :

Célébration de la 146ème édition de l'Appel de Seydina Limamou Lahi. Monsieur le Président de la République a introduit sa communication en félicitant le Khalife général des Layènes, Mouhamadou Lamine LAYE et l'ensemble de la communauté Layène, pour le bon déroulement et le succès de la 146ème édition de la commémoration de l'Appel de Seydina Limamou Lahi, tenue les 19 et 20 janvier 2026. Victoire du Sénégal à la CAN 2025 et hommage aux Lions. Le Président de la République souligne le sacre du Sénégal, le 18 janvier 2026, comme champion d'Afrique de Football, pour la deuxième fois, à l'issue de la 35ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025, tenue au Maroc.

<https://aps.sn/voici-le-communique-du-conseil-des-ministres/>

PRESS AFRIK. Dakar : Mercedes Vera Martin, nouvelle cheffe du FMI, rencontre Diomaye pour «définir une feuille de route»

Le Président Bassirou Diomaye Faye a reçu ce mercredi 21 janvier Mercedes Vera Martin, la nouvelle cheffe de mission du Fonds Monétaire International (FMI) au Sénégal. Cette rencontre entre dans le cadre d'une visite de présentation et de prise de contact. La cheffe de Mission a réitéré l'accompagnement du Fmi à «définir une feuille de route pour maintenir la stabilité macroéconomique» du pays, dans le but de "renouer le fil" du dialogue institutionnel après la crise de la dette cachée. En poursuivant, Vera Martin a aussi salué l'évolution positive des discussions entre les deux parties, notant des avancées significatives en vue de la mise en place d'un nouveau programme de coopération dans les mois à venir.

https://www.pressafrik.com/Dakar-Mercedes-Vera-Martin-nouvelle-cheffe-du-FMI-rencontre-Diomaye-pour-definir-une-feuille-de-route_a300252.html

LE SOLEIL. FMI : le Président Bassirou Diomaye Faye reçoit la nouvelle cheffe de mission pour le Sénégal

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a reçu ce mercredi 21 janvier 2026, au Palais de la République, la nouvelle cheffe de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour le Sénégal, Mme Mercedes Vera Martin. Au cours de cette audience, Mme Vera Martin a salué les progrès enregistrés dans les discussions en cours, en vue de la conclusion d'un nouveau programme de coopération entre le Sénégal et le FMI. Cette rencontre témoigne de la volonté du Sénégal de renforcer ses relations avec ses partenaires internationaux et de poursuivre la stabilité et le développement économique du pays.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/fmi-le-president-bassirou-diomaye-faye-recoit-la-nouvelle-cheffe-de-mission-pour-le-senegal/>



APS. Un Plan spécial d'investissement pour "transformer durablement le tissu productif national"

Le Premier ministre, Ousmane Sonko, a présenté mercredi en Conseil des ministres un Plan spécial d'investissement et de financement pour 2026-2028, qui vise à "transformer durablement le tissu productif national".

"Le Premier ministre a présenté le Plan spécial d'investissement et de financement 2026-2028, destiné à transformer durablement le tissu productif national. Dans ce cadre, le financement attendu et mobilisé doit, rigoureusement, être orienté vers les priorités pertinentes, aussi bien dans l'objectif de transformation poursuivi que dans les domaines d'intervention retenus", rapporte le communiqué du Conseil des ministres. Il souligne que cet investissement "doit renforcer les poumons économiques ainsi que le capital humain et favoriser une inclusion plus large dans la dynamique de croissance, à travers la création d'opportunités d'emplois, l'amélioration des conditions de vie et le renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité".

<https://aps.sn/un-plan-special-dinvestissement-pour-transformer-durablement-le-tissu-productif-national/>

SUD QUOTIDIEN. Plan spécial d'investissement et de financement 2026-2028 : le Premier ministre détaille les grandes orientations

A l'occasion du Conseil des ministres d'hier, mercredi 21 janvier, le Premier ministre Ousmane Sonko a présenté le Plan spécial d'Investissement et de Financement 2026-2028, conçu pour transformer le tissu productif national. « Dans ce cadre, le financement attendu et mobilisé doit, rigoureusement, être orienté vers les priorités pertinentes, aussi bien dans l'objectif de transformation poursuivi que dans les domaines d'intervention retenus », indique le communiqué. Selon la même source, « cet investissement doit renforcer les poumons économiques ainsi que le capital humain et favoriser une inclusion plus large dans la dynamique de croissance, à travers la création d'opportunités d'emplois, l'amélioration des conditions de vie et le renforcement de la cohésion sociale et de la sécurité ».

<https://www.sudquotidien.sn/plan-special-dinvestissement-et-de-financement-2026-2028-le-premier-ministre-detaille-les-grandes-orientations/>

SIKA FINANCE. Le Sénégal et la BOAD veulent accélérer le partenariat énergétique

https://www.sikafinance.com/marches/le-senegal-et-la-boad-veulent-acceler-le-partenariat-energetique_59163

LEJECOS. RESTRUCTURATION DE LA DETTE DU SENEGAL : La version « sophistiquée » du gouvernement

Pour éviter le naufrage du « défaut de paiement », le gouvernement n'a plus d'autre choix que l'équilibre financier. Exit la restructuration version bailleurs, le Trésor Public s'aventure dans les eaux profondes des leviers financiers sophistiqués pour ramener la dette sous la barre des 100% d'ici 2030. Les "irrégularités majeures" et la "dette bancaire contractée hors circuit budgétaire" mentionnées dans le Projet de Loi de Finances 2026 (p. 4) ont forcé l'exécutif à un verrouillage législatif. L'Article 22 de ladite loi interdit désormais les lettres de confort et autres garanties « opaques ». Cependant, cette nouvelle "sincérité" comptable pourrait n'être que la face émergée



de l'iceberg si les nouveaux instruments utilisés ne sont pas strictement surveillés. Dans les couloirs du ministère des Finances, on parle de Swaps et autres Couvertures de devises. Des termes techniques qui, derrière leur apparente neutralité, cachent des engagements massifs sur l'argent du contribuable. En finance, un « swap » (qui signifie « échange ») est un contrat dérivé par lequel deux parties s'échangent des flux financiers selon des règles fixées à l'avance. Pour schématiser, c'est un troc financier. https://www.lejecos.com/RESTRUCTURATION-DE-LA-DETTE-DU-SENEGAL-La-version-sophistiquee-du-gouvernement_a30202.html

Dette publique : Pr Amath Ndiaye et Ibnou Sougoufara alertent sur une situation « insoutenable »

La dette publique du Sénégal a atteint un niveau critique qui appelle une restructuration en profondeur, plutôt qu'un simple reprofilage. C'est l'alerte lancée par le Pr Amath Ndiaye et l'économiste de l'énergie Ibnou Sougoufara, invités de l'émission Seneweb Eco du samedi 17 janvier 2026. Selon le Pr Amath Ndiaye, enseignant à la Faculté des sciences économiques et de gestion de l'UCAD, « quand on parle de restructuration, c'est qu'il y a un problème ». Il estime que la dette sénégalaise est désormais insoutenable, rappelant que le ratio d'endettement du pays se situe « entre 119 % et 132 % du PIB, selon les premières retenues ». À ce niveau, prévient-il, « il n'y a pratiquement plus de marge de manœuvre budgétaire ». Reprofilage ou restructuration : une divergence de fond. Sur les options possibles, le Pr Ndiaye juge le reprofilage insuffisant. « Le reprofilage, c'est repousser les échéances, mais la situation reste la même », explique-t-il, estimant que cette solution « aggrave le problème ».

https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-publique-pr-amath-ndiaye-et-ibnou-sougoufara-alertent-sur-une-situation-insoutenable_n_481143.html

LE QUOTIDIEN. ANSD – Croissance économique trimestrielle : Le Pib progresse de 0, 8%

Au Sénégal, le Produit intérieur brut (Pib) réel du troisième trimestre de 2025, Corrigé des variations saisonnières (Cvs), progresse de 0, 8%, par rapport au trimestre précédent. En variation annuelle, il se bonifie de 4, 2%. Au troisième trimestre de l'année 2025, le Produit intérieur brut (Pib) réel, Corrigé des variations saisonnières (Cvs), enregistre une hausse de 0, 8%, par rapport au deuxième trimestre de 2025. Cette évolution est liée, d'après la Note sur les évolutions économiques récentes (Neer) de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), à l'augmentation de la valeur ajoutée du secteur secondaire de 3% et celle du secteur primaire, 0, 1%. Cependant, la progression est limitée par la contreperformance du secteur tertiaire caractérisée par une baisse de 0, 1%, ainsi que la baisse des taxes nettes de subventions sur les produits en volume de 0, 4%.

<https://lequotidien.sn/ansd-croissance-economique-trimestrielle-le-pib-progresse-de-0-8/>

LE SOLEIL. Économie ouest-africaine : le Sénégal et les hydrocarbures tirent la croissance à 6,7 %

Dans un climat international marqué par le ralentissement et le protectionnisme, l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) affiche une santé économique robuste. Le Sénégal, avec l'exploitation de ses gisements pétroliers et



gaziers, incarne cette vitalité, même si des déséquilibres commerciaux et une dette élevée rappellent les défis à surmonter. Alors que le Fonds monétaire international (Fmi) anticipe un ralentissement de la croissance mondiale à 3,2 % en 2025, sous l'effet des tensions commerciales et des incertitudes géopolitiques, l'espace Uemoa (Union économique et monétaire ouest africaine) fait preuve d'une résilience remarquable. Selon la note de conjoncture de l'Uemoa publiée, mercredi, « la croissance régionale devrait, en effet, s'établir à 6,7 % cette année, en nette amélioration par rapport aux 6,2 % de 2024 ». Cette performance, l'une des plus élevées au monde, s'explique par « la conjugaison de plusieurs facteurs : une demande intérieure soutenue, des récoltes agricoles globalement bonnes et, fait majeur, l'entrée en production de nouveaux gisements d'hydrocarbures, notamment au Niger et au Sénégal ».

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/economie-ouest-africaine-le-senegal-et-les-hydrocarbures-tirent-la-croissance-a-67/>

LE SOLEIL. Les douanes du sud mobilisent plus de 5,7 milliards FCFA en 2025 contre 4,822 milliards FCFA en 2024

La direction régionale des douanes du Sud, qui couvre les régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor, a mobilisé plus de 5,7 milliards de francs CFA en liquidations douanières (droits de douane, taxes, TVA) au titre de l'année 2025, contre 4,822 milliards de francs CFA en 2024, soit une hausse de 19%, a-t-on appris mercredi de ladite direction régionale. "Les liquidations douanières ont atteint 5,758 milliards de francs CFA en 2025, contre 4,822 milliards de francs CFA en 2024, soit une progression annuelle de 19 %, franchissant ainsi la barre symbolique des 5,7 milliards de francs CFA ", indique un document de la direction régionale des douanes du Sud transmis à l'APS. Le texte ajoute que "les recettes contentieuses sont établies à 1,497 milliard de francs CFA en 2025, contre 1,271 milliard de francs CFA l'année précédente, soit une hausse de 18 %".

<https://aps.sn/ziguinchor-la-direction-regionale-des-douanes-du-sud-franchit-57-milliards-fcfa-de-liquidations-en-2025/>

LE SOLEIL. Coupe du monde de la boulangerie : le Sénégal fait rayonner son savoir-faire à Paris

Présente à Paris à l'occasion de la Coupe du monde de la boulangerie (20 et 21 janvier), l'équipe nationale sénégalaise porte avec fierté les couleurs du pays et met en lumière l'excellence du savoir-faire artisanal national. Le Sénégal prend part à cette prestigieuse compétition internationale aux côtés des plus grandes nations du monde. Conduite par Amadou Gaye, président de la Fédération nationale des boulangers du Sénégal et président des boulangers d'Afrique, la délégation sénégalaise représente dignement le pays dans ce rendez-vous mondial de l'excellence boulangère. Au-delà de l'enjeu compétitif, cette participation constitue une reconnaissance du talent sénégalais, de la noblesse du travail artisanal et du génie créatif de femmes et d'hommes qui, chaque jour, œuvrent à nourrir la population. Les boulangers sénégalais produisent quotidiennement des millions de baguettes, jouant ainsi un rôle essentiel dans la stabilité sociale et économique du pays. Dans une note, le porte-parole de la délégation, Joseph Diab, a lancé un appel à la mobilisation nationale autour de l'équipe.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/coupe-du-monde-de-la-boulangerie-le-senegal-fait-rayonner-son-savoir-faire-a-paris/>





ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. À la Une: la polémique toujours, après la finale Maroc-Sénégal de la CAN

La tension ne retombe pas au Maroc. Quatre jours après la finale perdue par les Lions de l'Atlas, la plaie est toujours béante. Et dans la presse, le ton monte. Le site marocain Le Desk estime que « même si les décisions de disqualification immédiate en plein match restent extrêmement rares, dans les conditions vécues à Rabat et dans le contexte du parasitage de la veille orchestré par les Sénégalais, la sanction était parfaitement envisageable. (...) Cette finale 2025 crée un précédent délicat pour les instances du football africain et international, poursuit Le Desk. Si le Sénégal s'en tire finalement avec son titre et des sanctions probables pour son sélectionneur, le message envoyé est ambigu : quitter le terrain en plein match pour protester contre une décision arbitrale n'entraîne pas automatiquement la disqualification, pour peu que l'on revienne jouer ».

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20260122-%C3%A0-la-une-la-pol%C3%A9mique-toujours-apr%C3%A8s-la-finale-s%C3%A9n%C3%A9gal-maroc-de-la-can>

JEUNE AFRIQUE. Minerais critiques : pourquoi les leaders africains vont à Washington

Dans le cadre de sa lutte d'influence contre la Chine, l'administration Trump organise une réunion ministérielle internationale sur les ressources minières début février. Nombre de pays africains, de la RDC à la Guinée en passant par le Kenya, seront représentés. Quelques mois seulement après la signature des accords de paix entre la RDC et le Rwanda à Washington par les présidents congolais et rwandais, Félix Tshisekedi et Paul Kagame, plusieurs dirigeants africains sont de retour outre-Atlantique dans la perspective de transformer l'intérêt des États-Unis pour les minerais du continent en accords concrets.

<https://www.jeuneafrique.com/1758581/economie-entreprises/minerais-critiques-pourquoi-les-leaders-africains-vont-a-washington/>

RFI. Forum de Davos: Trump dit que son «Conseil de la paix» travaillera «en coordination» avec l'ONU

Donald Trump dévoile son nouveau « Conseil de la paix » et rencontre le président ukrainien, Volodymyr Zelensky ce jeudi à Davos, tentant de muscler son bilan d'autoproclamé « faiseur de paix » après avoir désamorcé la veille le conflit sur le Groenland qu'il avait lui-même provoqué. Ce qu'il faut savoir

► Donald Trump a soudainement annoncé mercredi lever la menace de droits de douane visant plusieurs pays européens, après plusieurs semaines de tensions. Il a justifié cette décision en évoquant un « cadre d'un futur accord concernant le



Groenland et [...] toute la région arctique », à l'issue d'une réunion « très productive » à Davos avec le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte.

<https://www.rfi.fr/fr/monde/20260122-en-direct-apr%C3%A8s-son-revirement-sur-le-groenland-trump-d%C3%A9voile-son-conseil-de-la-paix-%C3%A0-davos>

RFI. Groenland: la dette américaine, l'arme financière qui inquiète Donald Trump

Nouveau revirement de Donald Trump sur le Groenland et les relations commerciales avec l'Europe. Alors que le président américain évoque désormais un possible accord avec l'Otan, les Européens maintiennent leur réunion de crise. En toile de fond, un levier discret mais stratégique s'impose dans le débat : les bons du Trésor américains, au cœur de la dette des États-Unis et du rapport de force financier mondial. Le sujet peut sembler obscur, presque réservé aux spécialistes de la finance. Pourtant, le mécanisme est relativement simple à comprendre. Un bon du Trésor américain est tout simplement une dette. Lorsque les États-Unis ont besoin d'argent pour financer leur budget, ils empruntent. Comme tous les États, ils ne passent pas par une banque classique, mais par les marchés financiers. Ils émettent des titres financiers que les investisseurs achètent à l'unité.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20260122-groenland-la-dette-am%C3%A9ricaine-l-arme-financi%C3%A8re-qui-inqui%C3%A8te-donald-trump>

LE MONDE. Le Parlement européen plonge l'accord UE-Mercosur dans l'incertitude

Les eurodéputés ont choisi de saisir la Cour de justice de l'UE sur le traité de libre-échange, ce qui gèle le processus de ratification. La Commission peut néanmoins décider d'une application provisoire. Jusqu'au bout, le suspense était total. Même les experts les plus aguerris du Parlement européen ne s'aventuraient pas à un pronostic, tant le scrutin s'annonçait serré. Finalement, mercredi 21 janvier, un peu après midi et demi, les eurodéputés ont décidé de saisir la Cour de justice de l'Union européenne (UE) au sujet de l'accord commercial entre les Vingt-Sept et les quatre pays fondateurs du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) à 334 voix pour, 324 contre et onze abstentions.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/21/le-parlement-europeen-plonge-l-accord-ue-mercosur-dans-l-incertitude_6663564_3234.html

LE MONDE. Patrick Martin, président du Medef : « Les Européens ont eu raison d'afficher leur fermeté face à Donald Trump »

Le président de l'organisation patronale invite, dans un entretien au « Monde », les pays de l'Union européenne à « faire valoir leur puissance » face aux États-Unis. Donald Trump a annoncé, mercredi 21 janvier au soir, depuis le Forum économique mondial de Davos, en Suisse, qu'il renonçait finalement à appliquer de nouveaux droits de douane contre huit pays européens dont la France, pour leur soutien au Danemark dans la crise entre le Groenland et les États-Unis. Une volte-face du président américain, alors que l'Europe agitait la menace de représailles envers son pays. Dans un entretien au Monde, le président du Mouvement des entreprises de France (Medef), Patrick Martin, se félicite de la réaction européenne. Il estime également que, dans ce



contexte géopolitique mondial, le budget dont s'est doté pour 2026 le gouvernement français, après plusieurs mois de débat

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/01/22/patrick-martin-president-du-medef-les-europeens-ont-eu-raison-d-afficher-leur-fermete-face-a-donald-trump_6663610_3234.html

BFMTV. Face au rétropédalage soudain de Donald Trump sur ses menaces douanières, l'UE abandonne pour l'instant l'idée d'activer l'instrument anti-coercition contre les États-Unis

Au forum de Davos, le président américain Donald Trump est brusquement revenu sur ses menaces d'imposer des droits de douane comme levier pour s'emparer du Groenland. Les préparations en vue d'activer l'instrument anti-coercition de l'Union européenne ne sont plus d'actualité pour le moment, a déclaré jeudi une source diplomatique à l'agence Reuters, alors que le président américain Donald Trump est brusquement revenu sur ses menaces d'imposer des droits de douane comme levier pour s'emparer du Groenland. "La préparation prévue de mesures anti-coercitives (ACI) est pour l'instant abandonnée", a déclaré le diplomate. Les Européens avaient indiqué en début de semaine envisager d'activer l'instrument anti-coercition (ACI) qui permet de restreindre les investissements et de limiter les exportations de services tels que ceux fournis par les géants américains du numérique, en réponse aux menaces douanières de Donald Trump.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/union-europeenne/face-au-retropedalage-soudain-de-donald-trump-sur-ses-menaces-douanieres-l-ue-abandonne-pour-l-instant-l-idee-d-activer-l-instrument-anti-coercition-contre-les-etats-unis_AV-202601220479.html

LA TRIBUNE. Budget 2026 : ce que contient la copie finale du gouvernement En activant le 49.3, Sébastien Lecornu a engagé la responsabilité de son gouvernement sur la première partie du projet de loi de finances, consacrée aux impôts

Faute de majorité et face à l'impasse des débats parlementaires, le Premier ministre a finalement eu recours au 49.3, un outil lui permettant de faire adopter le budget sans vote. Le projet de loi de finances pour 2026 sera ainsi validé, sauf adoption peu probable, à ce stade, d'une motion de censure. Dans un courrier adressé mardi aux parlementaires, Sébastien Lecornu présente et justifie la version finale du projet de loi de finances (PLF) pour 2026, qu'il qualifie de « fruit d'un compromis ». Tour d'horizon des principales mesures de cette copie budgétaire définitive, susceptibles d'affecter les particuliers comme les entreprises. Les mesures concernant les particuliers. Le PLF 2026 prévoit finalement l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu, alors que la version initiale du gouvernement en proposait le gel. Le barème sera donc revalorisé en fonction de l'inflation, afin d'éviter que les contribuables ne supportent une hausse d'impôt cette année. Une mesure qui prive l'État d'environ 1,9 milliard d'euros de recettes, mais qui constituait une ligne rouge aussi bien pour la gauche que pour la droite.

<https://www.latribune.fr/article/economie/14653605412837/budget-2026-ce-que-contient-la-copie-finale-du-gouvernement>



FRENCH.CHINA.ORG. Le ministère des AE réagit aux propos d'Emmanuel Macron sur l'accueil favorable des IDE chinois dans des secteurs clés en Europe

Lors de la réunion annuelle 2026 du Forum économique mondial (FEM), tenu actuellement à Davos, en Suisse, le président français Emmanuel Macron a déclaré que « la Chine est la bienvenue, mais ce dont nous avons besoin est de plus d'investissements directs étrangers (IDE) chinois en Europe, dans certains secteurs clés ». En réponse à une question concernant ce discours, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun, a souligné mercredi que l'essence des relations économiques et commerciales Chine-Union européenne (UE) résidait dans la complémentarité des avantages, les bénéfices mutuels et les résultats gagnant-gagnant.« L'avantage concurrentiel des produits chinois ne provient pas de subventions, mais résulte d'investissements massifs dans la recherche et le développement (R&D), d'une concurrence loyale sur le marché et d'une chaîne industrielle complète et intégrée. La Chine n'a jamais délibérément cherché les excédents commerciaux et aspire à être non seulement l'usine du monde, mais aussi son marché », a affirmé M. Guo. Il a également exprimé l'espoir que « l'Europe adoptera une vision à long terme et une attitude ouverte, qu'elle fera preuve de souplesse avec la Chine et qu'elle favorisera le développement durable et harmonieux des relations économiques et commerciales sino-européennes ».

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-01/22/content_118294143.htm

